

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2011 — 3257

[C — 2011/03415]

5 DECEMBRE 2011. — Arrêté royal portant des dispositions diverses modifiant l'AR/CIR 92

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise notamment à :

- abroger les articles 45, § 1^{er}, et 145 de l'AR/CIR 92;
- adapter la terminologie utilisée dans certains articles de l'AR/CIR 92;
- adapter l'article 164 de l'AR/CIR 92 afin d'y préciser la procédure de dénonciation de la saisie-arrêt simplifiée lorsque le redevable n'a plus de domicile connu;
- corriger une série de fautes d'orthographe et de renvois à d'autres dispositions. Ces corrections ne sont pas commentées davantage.

Commentaire des articles

Articles 1^{er} et 2

L'article 1^{er} du présent arrêté modifie l'intitulé de la section XV du chapitre Ier, AR/CIR 92 suite à l'abrogation de l'article 67, § 1^{er}, 2^o, du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92) qui était relatif à l'exonération pour personnel supplémentaire affecté au potentiel technologique.

L'article 2 abroge l'article 45, § 1^{er}, AR/CIR 92 suite à l'abrogation de l'article 67, § 1^{er}, 2^o, CIR 92 par la loi du 24 juillet 2008 portant des dispositions diverses (I).

L'entrée en vigueur proposée est la même que celle de l'abrogation de l'article 67, § 1^{er}, 2^o, CIR 92, soit à partir de l'exercice d'imposition 2009.

Articles 3 et 4

Il s'agit ici chaque fois d'une adaptation de la terminologie utilisée dans l'AR/CIR 92 en fonction de la révision de la Constitution du 25 février 2005, publiée au *Moniteur belge* du 11 mars 2005.

A l'occasion de cette révision de la Constitution, les assemblées législatives des communautés et des régions ont changé de dénomination.

Dorénavant aussi, les termes "Exécutif" et "Exécutif régional" sont respectivement remplacés par les dénominations "Gouvernement" et "Gouvernement régional".

Vu qu'il s'agit d'une simple adaptation de terminologie, aucune entrée en vigueur spécifique n'est requise.

Article 5

La correction apportée par le présent article est la même que celle qui avait été apportée aux autres articles de la même section par l'arrêté royal du 30 juillet 2010 et ne modifie en rien la portée de l'article 73⁷, AR/CIR 92, ci-visé.

Articles 7 et 9

Les présents articles suppriment respectivement au § 4, de l'article 106 et au § 2, c, de l'article 117, AR/CIR 92, les mots ", un fonds de placement visé au § 3" et les mots ", un fonds de placement visé à l'article 106, § 3" suite à l'abrogation de ce paragraphe 3 par l'arrêté royal du 1^{er} mars 2010.

L'entrée en vigueur proposée est la même que celle de l'abrogation du paragraphe 3 de l'article 106, AR/CIR 92, soit le 1^{er} mars 2010.

Article 8

L'arrêté royal n° 187 du 30 décembre 1982 relatif à la création des centres de coordination était d'application jusqu'au 31 décembre 2010.

L'article 110, 6°, AR/CIR 92 n'a plus de raison d'être et peut être abrogé.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2011 — 3257

[C — 2011/03415]

5 DECEMBER 2011. — Koninklijk besluit houdende diverse bepalingen tot wijziging van het KB/WIB 92

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat ter ondertekening aan Uwe Majesteit wordt voorgelegd, strekt er inzonderheid toe :

- de artikelen 45, § 1, en 145 van het KB/WIB 92 op te heffen;
- de terminologie in sommige artikelen van het KB/WIB 92 aan te passen;
- artikel 164 van het KB/WIB 92 aan te passen door erin de wijze van aanzegging van het vereenvoudigd beslag onder derden te verduidelijken in het geval de belastingsschuldige geen gekende woonplaats meer heeft;
- een aantal tekstfouten en verwijzingen naar andere bepalingen te verbeteren. Deze verbeteringen worden niet verder toegelicht.

Bespreking van de artikelen

Artikelen 1 en 2

Artikel 1 van dit besluit wijzigt het opschrift van de afdeling XV van het hoofdstuk I, KB/WIB 92 ten gevolge van de opheffing van artikel 67, § 1, 2^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92) dat de vrijstelling voor bijkomend personeel dat voor technologisch potentieel wordt tewerkgesteld, betrof.

Artikel 2 heft artikel 45, § 1, KB/WIB 92 op ten gevolge van de opheffing van artikel 67, § 1, 2^o, WIB 92 door de wet van 24 juli 2008 houdende diverse bepalingen (I).

De voorgestelde inwerkingtreding is dezelfde als die van de opheffing van artikel 67, § 1, 2^o, WIB 92, zijnde vanaf aanslagjaar 2009.

Artikelen 3 en 4

Het betreft hier telkens een aanpassing van de in het KB/WIB 92 gebruikte terminologie in functie van de Grondwetsherziening van 25 februari 2005, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 11 maart 2005.

Naar aanleiding van die Grondwetsherziening hebben de wetgevende vergaderingen van de gemeenschappen en gewesten een nieuwe benaming gekregen.

Derhalve worden de uitdrukkingen "Executieve" en "Gewestexecutieve" respectievelijk vervangen door de benamingen "Regering" en "Gewestregering".

Aangezien het hier een loutere aanpassing van terminologie betreft is geen specifieke inwerkingtreding vereist.

Artikel 5

De door dit artikel aangebrachte correctie is dezelfde als deze die aan andere artikelen van dezelfde sectie door het koninklijk besluit van 30 juli 2010 werden aangebracht en ze wijzigt de draagwijdte van het hier vermelde artikel 73⁷, KB/WIB 92 niet.

Artikelen 7 en 9

Deze artikelen heffen de woorden ", een beleggingsfonds is bedoeld in § 3" en de woorden ", een beleggingsfonds is bedoeld in artikel 106, § 3" respectievelijk in § 4, van artikel 106, en in § 2, c, van artikel 117, KB/WIB 92 op, tengevolge van de opheffing van deze derde paragraaf door het koninklijk besluit van 1 maart 2010.

De voorgestelde inwerkingtreding is dezelfde als die van de opheffing van de derde paragraaf van artikel 106, KB/WIB 92, zijnde 1 maart 2010.

Artikel 8

Het koninklijk besluit nr. 187 van 30 december 1982 betreffende de oprichting van coördinatiecentra was van toepassing tot 31 december 2010.

Het artikel 110, 6°, KB/WIB 92 heeft geen bestaansreden meer en kan worden opgeheven.

Article 10

Le présent article adapte l'article 118, § 1^{er}, 1^o, premier tiret, AR/CIR 92 suite aux modifications apportées à l'article 117, AR/CIR 92 qui ont distingué les revenus visés à l'article 107, § 2, 10^o, AR/CIR 92 par l'insertion d'un paragraphe 6^{ter} à l'article 117, AR/CIR 92.

L'entrée en vigueur proposée se réfère au même dispositif que celui prévu à l'occasion de l'insertion du paragraphe 6^{ter} de l'article 117, AR/CIR 92, par l'arrêté royal du 20 janvier 2005, soit aux revenus d'obligations belges émises à partir du 1^{er} février 2005 et qui ont fait l'objet d'une inscription nominative chez l'émetteur.

Article 17

La loi-programme du 22 décembre 2003 (*Moniteur belge* du 31 décembre 2003) a inséré un chapitre IX^{bis} – Prescription des droits du Trésor dans le CIR 92. Ce chapitre contient deux articles, l'article 443^{bis} et l'article 443^{ter}, CIR 92.

L'article 443^{bis}, CIR 92 reprend l'article 145, AR/CIR 92 et cela dans le but de regrouper l'ensemble des règles relatives à la prescription (article 443^{bis}, § 1^{er}, CIR 92), à son interruption (article 443^{bis}, § 2, CIR 92) et à sa suspension (article 443^{ter}, CIR 92). Par conséquent, il y a lieu d'abroger l'article 145, AR/CIR 92 (Doc. Parl., 2003-2004, n^o 0473, p. 149).

Article 18

L'article 300, § 1^{er}, 1^o, CIR 92 habilite en effet le Roi à déterminer "le mode à suivre pour (...) les poursuites" exercées en vue du recouvrement des impôts.

En exécution de cette disposition, l'article 164, AR/CIR 92 organise, au profit de l'administration fiscale en matière d'impôts sur les revenus, un mécanisme de saisie-arrêt simplifiée en vue d'accélérer la perception des impôts dus par un redevable. Les tiers débiteurs de ce redevable sont dès lors tenus, à la demande du receveur compétent adressée par pli recommandé à la poste, de payer, sur la partie saisissable des revenus, les sommes et effets qu'ils doivent ou qui sont en leurs mains jusqu'à concurrence du montant dû par le redevable au titre d'impôts, précomptes, accroissements d'impôts, intérêts de retard, amendes et frais de poursuites ou d'exécution.

L'arrêté royal du 3 décembre 2005 modifiant les articles 164 et 165, de l'AR/CIR 92 (*Moniteur belge* du 27 février 2006) contraint désormais le receveur à dénoncer la saisie au redevable par pli recommandé à la poste (article 164, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, AR/CIR 92). Cette disposition a été insérée pour d'une part, informer le redevable de la saisie et d'autre part, lui offrir la possibilité de s'opposer à la saisie.

Au cas où le redevable n'a plus d'adresse connue, un problème se pose : la dénonciation ne peut avoir lieu et le receveur ne peut, par conséquent, plus faire usage de la saisie-arrêt simplifiée conformément à l'article 164, AR/CIR 92. Imposer au receveur dans ce cas de procéder à une saisie-arrêt-exécution pratiquée par exploit d'huissier et de la manière prévue aux articles 1539 à 1544 du Code judiciaire, entraînera inévitablement non seulement un ralentissement de la procédure mais également une augmentation des frais pour le redevable. Cela va à l'encontre de l'objectif poursuivi par le législateur lors de la mise en place de la procédure de saisie-arrêt simplifiée, notamment l'accélération de la perception des impôts dus par un redevable (arrêté royal du 3 décembre 2005, rapport au Roi).

Chaque Belge est toutefois tenu de s'inscrire dans le registre de la population de la commune où il a établi sa résidence principale (article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, *Moniteur belge* du 3 septembre 1991).

L'inscription de la personne physique dans le registre de la population revêt une importance considérable à maints égards. Support nécessaire en matière électorale, le registre de la population est également l'élément de base pour le contrôle de l'obligation scolaire, l'enrôlement fiscal, l'attribution de la compétence judiciaire, la centralisation des opérations liées à l'administration et à la liquidation du patrimoine, le suivi des exploits, sommations, commandements et assignations, mesures de publicité d'ordre divers, etc. (Doc. Parl., Chambre, 1995-1996, 122/1, p. 2).

Artikel 10

Dit artikel past artikel 118, § 1, 1^o, eerste streepje, KB/WIB 92 aan tengevolge van in artikel 117, KB/WIB 92 aangebrachte wijzigingen die de in artikel 107, § 2, 10^o, KB/WIB 92 bedoelde inkomsten onderscheiden door de invoeging van een paragraaf 6^{ter} in artikel 117, KB/WIB 92.

De voorgestelde inwerkingtreding verwijst naar dezelfde beschikking als die welke is vastgelegd ter gelegenheid van de invoeging van paragraaf 6^{ter} van artikel 117, KB/WIB 92, door het koninklijk besluit van 20 januari 2005, zijnde naar de inkomsten van Belgische obligaties uitgegeven sinds 1 februari 2005 en die het voorwerp hebben uitmaakt van een inschrijving op naam bij de uitgever.

Artikel 17

De programmawet van 22 december 2003 (*Belgisch Staatsblad* van 31 december 2003) heeft een hoofdstuk IX^{bis} – Verjaring van de rechten van de schatkist in het WIB 92 ingevoegd. Dit hoofdstuk bevat twee artikelen, artikel 443^{bis} en artikel 443^{ter}, WIB 92.

Artikel 443^{bis}, WIB 92 herneemt artikel 145, KB/WIB 92 en dit omwille van de hergroepering van het geheel van regels betreffende de verjaring (artikel 443^{bis}, § 1, WIB 92), de stuiting (artikel 443^{bis}, § 2, WIB 92) en de schorsing (artikel 443^{ter}, WIB 92). Bijgevolg mag artikel 145, KB/WIB 92 worden opgeheven (Parl. St., 2003-2004, nr. 0473, blz. 149).

Artikel 18

Artikel 300, § 1, 1^o, WIB 92 machtigt inderdaad de Koning "de wijze waarop men dient te handelen voor (...) de vervolgingen" ter inwerking van de belastingen, te regelen.

In uitvoering van deze bepaling, zet artikel 164, KB/WIB 92, ten voordele van de fiscale administratie inzake de inkomstenbelastingen, een mechanisme van vereenvoudigd beslag onder derden op met het oog op een vluggere inning van de belastingen die een belastingschuldige verschuldigd is. De derden-schuldenaars van deze belastingschuldige zijn bijgevolg verplicht, op verzoek van de bevoegde ontvanger bij een ter post aangetekende brief, te betalen met het voor beslag vatbare gedeelte van de inkomsten, sommen en zaken die zij verschuldigd zijn of die zij onder zich houden tot beloop van het bedrag dat door de belastingschuldige verschuldigd is uit hoofde van belastingen, voorheffingen, belastingverhogingen, nalatigheidinteressen, boeten en kosten van vervolging of tenuitvoerlegging.

Het koninklijk besluit van 3 december 2005 tot wijziging van de artikelen 164 en 165 KB/WIB 92 (*Belgisch Staatsblad* van 27 februari 2006) verplicht voortaan de ontvanger het beslag bij een ter post aangetekende brief aan de belastingschuldige aan te zeggen (artikel 164, § 1, eerste lid, KB/WIB 92). Deze bepaling werd ingevoegd om enerzijds de belastingschuldige in te lichten over het beslag en anderzijds hem de mogelijkheid te bieden zich tegen het beslag te verzetten.

In het geval de belastingschuldige geen gekende woonplaats meer heeft, stelt zich een probleem : de aanzegging kan niet gebeuren, waardoor de ontvanger geen gebruik meer kan maken van het vereenvoudigd beslag onder derden overeenkomstig artikel 164, KB/WIB 92. Aan de ontvanger opleggen om in dit geval uitvoerend beslag onder derden te leggen door middel van een deurwaardersexploot en op de wijze bepaald in de artikelen 1539 tot 1544 van het Gerechtelijk wetboek, brengt niet alleen een vertraging van de procedure teweeg, maar ook een verhoging van de kosten voor de belastingschuldige. Dit druist in tegen het doel nagestreefd door de wetgever bij het neerschrijven van de procedure van het vereenvoudigd beslag onder derden, met name een vluggere inning van de belastingen die een belastingschuldige verschuldigd is (koninklijk besluit van 3 december 2005, verslag aan de Koning).

Elke Belg is echter verplicht zich in te schrijven in het bevolkingsregister van de gemeente waar hij zijn hoofdverblijfplaats heeft gevestigd (artikel 1, § 1, van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, *Belgisch Staatsblad* van 3 september 1991).

De inschrijving van een natuurlijke persoon in het bevolkingsregister is van groot belang op vele vlakken. Het bevolkingsregister, dat een noodzakelijk hulpmiddel in verkiezingszaken is, is ook het basiselement voor de controle op de schoolplicht, de belastingsinkohiering, de toewijzing van rechtsbevoegdheid, het centraliseren van verrichtingen m.b.t. het beheer en de vereffening van het vermogen, de opvolging van exploitatie, aanmaningen, bevelen en dagvaardingen, allerhande maatregelen in verband met de openbaarmaking enz. (Parl. St., Kamer, 1995-1996, 122/1, blz. 2).

Eu égard à son importance, on comprend que le législateur exige de chacun qu'il soit inscrit au registre de la population. Il y va de son propre intérêt, comme de celui des tiers qui doivent pouvoir le contacter, ainsi que de l'intérêt des administrations. Cette inscription obligatoire est même sanctionnée pénalement (article 7 de la loi du 19 juillet 1991).

Etant donné que la radiation d'office résulte d'une négligence du redevable qui peut être sanctionnée pénalement, la possibilité doit être offerte au receveur compétent de recourir, dans ce cas également, à la procédure de la saisie-arrêt simplifiée. A cet effet, l'article 164, § 1^{er}, AR/CIR 92 est adapté de manière telle que, lorsque le redevable n'a plus de domicile connu, la dénonciation puisse s'effectuer au procureur du Roi à Bruxelles.

L'adaptation de l'article 164, § 4, AR/CIR 92 vise à mettre les frais d'exécution à la charge de la partie contre laquelle l'exécution est poursuivie tel qu'en dispose l'article 1024 du Code judiciaire.

L'article 164, AR/CIR 92 est complété par un § 5, qui modifie l'avertissement du redevable de la destination donnée aux paiements du tiers saisi dans le cadre de la saisie-arrêt simplifiée, tout en assouplissant la forme par laquelle il sera avisé.

Le but ainsi poursuivi est de réduire les frais d'exécution à charge du redevable.

En effet, le redevable est déjà informé, via la dénonciation par lettre recommandée de la saisie-arrêt simplifiée, visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même article, des cotisations restant dues pour lesquelles la saisie a lieu, de telle sorte que, si des paiements sont effectués par le tiers saisi, il sait sur quelles cotisations ces paiements seront imputés. Par ailleurs, le redevable dispose, à tout moment, de l'outil Myminfir pour consulter la situation et le solde de chaque cotisation.

Il convient encore de signaler qu'il a été tenu compte de l'avis du Conseil d'Etat.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

De Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
D. REYNDEERS

AVIS 50.465/1 DU 3 NOVEMBRE 2011

DE LA SECTION DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 17 octobre 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal portant des dispositions diverses modifiant l'AR/CIR 92, a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Portée et fondement juridique du projet

1. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet de modifier l'AR/CIR 92 (1). Ces modifications impliquent ce qui suit :

- dans certaines dispositions de l'AR/CIR 92, la terminologie est adaptée ou des erreurs sont rectifiées (voir les articles 1^{er}, 3 à 8, 10 à 15, 17, 22 à 24 du projet);

Gegeven de belangrijkheid ervan, is het begrijpelijk dat de wetgever eist dat eenieder in het bevolkingsregister wordt ingeschreven. Deze inschrijving gebeurt in zijn eigen belang en in het belang van derden die met de betrokkene contact moeten kunnen leggen, alsmede in het belang van de bestuursorganen. Niet-naleving van deze verplichte inschrijving wordt strafrechtelijk gestraft (artikel 7 van de wet van 19 juli 1991).

Gegeven dat de ambtshalve afvoering te wijten is aan een nalatigheid van de belastingschuldige én strafrechtelijk gestraft kan worden, moet aan de bevoegde ontvanger de mogelijkheid geboden worden om ook in dit geval beroep te kunnen doen op de procedure van het vereenvoudigd beslag onder derden. Daarom wordt artikel 164, § 1, KB/WIB 92 aangepast zodat in geval de belastingschuldige geen gekende woonplaats meer heeft, de aanzegging kan geschieden aan de procureur des Konings te Brussel.

De aanpassing van artikel 164, § 4, KB/WIB 92 beoogt de kosten van tenuitvoerlegging ten laste van de partij te leggen waartegen de tenuitvoerlegging wordt gevorderd zoals bepaald in artikel 1024 van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 164, KB/WIB 92 wordt aangevuld met een § 5, die de kennisgeving aan de belastingschuldige van de aan de betalingen van de derde-beslagene gegeven bestemming in het kader van het vereenvoudigd beslag onder derden wijzigt om de vorm waarmee deze op de hoogte wordt gebracht te versoepelen.

Het aldus beoogde doel is de uitvoeringskosten ten laste van de belastingschuldige te verminderen.

De belastingschuldige wordt immers reeds via de aanzegging bij een ter post aangezekende brief van het vereenvoudigd beslag onder derden, zoals bedoeld in § 1, eerste lid, van hetzelfde artikel, in kennis gesteld van de nog verschuldigde aanslagen, waarvoor beslag werd gelegd, zodanig dat hij, indien betalingen door een derde-beslagene werden verricht, weet voor welke aanslagen deze betalingen worden aangewend. Bovendien beschikt de belastingschuldige op elk ogenblik over de Myminfir-toepassing om de toestand en het saldo van elke aanslag te raadplegen.

Er dient nog te worden opgemerkt dat er rekening werd gehouden met het advies van de Raad van State.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

Van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
D. REYNDEERS

ADVIES 50.465/1 VAN 3 NOVEMBER 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling Wetgeving, eerste kamer, op 17 oktober 2011 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit houdende diverse bepalingen tot wijziging van het KB/WIB 92, heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of het wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

Strekking en rechtsgrond van het ontwerp

1. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe het KB/WIB 92 (1) te wijzigen. Die wijzigingen houden het volgende in :

- op sommige plaatsen in het KB/WIB 92 wordt de terminologie aangepast of worden fouten verbeterd (zie de artikelen 1, 3 tot 8, 10 tot 15, 17, 22 tot 24 van het ontwerp);

- les articles 45, § 1^{er}, 110, 6^o, et 145 de l'AR/CIR 92 sont abrogés (articles 2, 9 et 19), alors qu'à l'article 176 de l'AR/CIR 92, les mots « les fonctionnaires de l'administration des contributions directes, de l'administration des douanes et accises, de l'administration du cadastre » sont supprimés pour éviter tout double emploi avec l'article 340 du CIR 92 (2) (article 21);

- en ce qui concerne les articles 144/2, 1^o, et 144/6 de l'AR/CIR 92 : le calcul de la quote-part du contribuable dans l'imposition commune est modifié pour tenir compte du prélèvement pour l'Etat de résidence et pour que lorsque la quote-part d'un contribuable dans l'imposition commune donne lieu à un remboursement d'impôt, le montant de ce dernier comprenne également le prélèvement pour l'Etat de résidence (articles 16 et 18 du projet);

- l'article 164 de l'AR/CIR 92 est adapté afin de pouvoir également appliquer la saisie-arrêt simplifiée au cas où le redevable n'a plus de domicile connu (article 20).

2. Ces adaptations peuvent trouver leur fondement juridique dans diverses dispositions du CIR 92, en combinaison ou non avec le pouvoir général d'exécution que le Roi tire de l'article 108 de la Constitution.

Examen du texte

Préambule

Vu l'observation relative au fondement juridique, il conviendra que le préambule fasse également mention de l'article 108 de la Constitution.

Article 3

L'article 48, § 4, 5^o, de l'AR/CIR 92 n'a pas encore été modifié, de sorte que les mots «, modifié par l'arrêté royal du 31 janvier 1996, » doivent être supprimés à l'article 3 du projet.

Article 5

Cet article vise à remplacer les mots « La Poste » par « bpost » à l'article 67 de l'AR/CIR 92, ce qui a toutefois déjà été fait par l'article 130, alinéa 4, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (3).

Cet article du projet, ainsi que les articles 12, 2^o, 13, 14, 1^o, et 23 de ce dernier, sont dès lors superflus et doivent être supprimés.

Article 7

L'article 95², § 3, c, 6^o, de l'AR/CIR 92 a été modifié par l'arrêté royal du 31 juillet 2009. Cette modification sera mentionnée dans la phrase liminaire de l'article 7 du projet.

Article 11

On rédigera l'article 11 du projet comme suit :

« A l'article 118, § 1^{er}, 1^o, premier tiret, du même arrêté, le § 6, est remplacé par § 6 ou § 6ter; »

Article 12

Dès lors que la seconde modification inscrite à l'article 12 du projet n'a pas lieu d'être, il ne reste plus que la modification de l'article 139, § 1^{er}, alinéa 2, de l'AR/CIR 92. Cette disposition a été insérée dans cet arrêté par l'arrêté royal du 1^{er} février 2010. Il faudra en faire mention à l'article 12, et omettre la référence aux arrêtés royaux des 12 août 1994 et 9 novembre 1999.

Article 14

L'article 142, § 2, de l'AR/CIR 92 n'a pas encore été modifié de sorte que les mots « modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 1^{er} février 2010, » doivent être supprimés à l'article 14 du projet.

Article 16

Dans le texte néerlandais du projet, il faut supprimer le premier des mots insérés par l'article 16, 1^o, du projet (« van »).

Article 20

L'article 20 du projet dispose que la dénonciation de la saisie-arrêt simplifiée peut être opérée au dernier domicile connu lorsque le redevable n'a plus de domicile connu. On n'aperçoit pas ce qu'il y a lieu de faire si le dernier domicile connu n'existe plus ou si plus personne n'y habite.

- de artikelen 45, § 1, 110, 6^o, en 145 KB/WIB 92 worden opgeheven (artikelen 2, 9 en 19), terwijl in artikel 176 KB/WIB 92 de woorden «de ambtenaren van de administratie der directe belastingen, van de administratie der douane en accijnzen, van de administratie van het kadaster» worden opgeheven om dubbel gebruik met artikel 340 WIB 92 (2) te voorkomen (artikel 21);

- wat de artikelen 144/2, 1^o, en 144/6 KB/WIB 92 betreft : de berekening van het aandeel van de belastingplichtige in de gemeenschappelijke aanslag wordt gewijzigd om rekening te houden met de woonstaathffing en om te bepalen dat wanneer het aandeel van een belastingplichtige in de gemeenschappelijke aanslag resulteert in een terug te betalen belasting, het bedrag van de terug te betalen belasting ook de woonstaathffing bevat (artikelen 16 en 18 van het ontwerp);

- artikel 164 KB/WIB 92 wordt aangepast om het vereenvoudigd beslag onder derden ook te kunnen toepassen ingeval de belasting-schuldige geen gekende woonplaats meer heeft (artikel 20).

2. Voor die aanpassingen kan rechtsgrond worden gevonden in diverse bepalingen van het WIB 92, al of niet gelezen in samenhang met de algemene uitvoeringsbevoegdheid die de Koning ontleent aan artikel 108 van de Grondwet.

Onderzoek van de tekst

Aanhef

Gelet op wat over de rechtsgrond is opgemerkt, zal in de aanhef ook melding dienen te worden gemaakt van artikel 108 van de Grondwet.

Artikel 3

Artikel 48, § 4, 5^o KB/WIB 92 is nog niet gewijzigd, zodat de woorden « , gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 januari 1996, » geschrapt dienen te worden in artikel 3 van het ontwerp.

Artikel 5

Dit artikel strekt ertoe de woorden « De Post » te vervangen door het woord « bpost » in artikel 67 KB/WIB 92. Dat is echter al gebeurd door artikel 130, vierde lid, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven (3).

Dit artikel van het ontwerp, alsook de artikelen 12, 2^o, 13, 14, 1^o, en 23 ervan, zijn dan ook overbodig en dienen geschrapt te worden.

Artikel 7

Artikel 95², § 3, c, 6^o, KB/WIB 92 is gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 juli 2009. Van die wijziging zal melding moeten worden gemaakt in de inleidende zin van artikel 7 van het ontwerp.

Artikel 11

Artikel 11 van het ontwerp stelle men als volgt :

« In artikel 118, § 1, 1^o, eerste streepje, van hetzelfde besluit, wordt § 6, vervangen door § 6 of § 6ter; »

Artikel 12

Aangezien de tweede wijziging opgenomen in artikel 12 van het ontwerp vervalt, blijft enkel de wijziging over van artikel 139, § 1, tweede lid KB/WIB 92. Die bepaling is in dat besluit ingevoegd bij het koninklijk besluit van 1 februari 2010. Daarvan zal melding moeten worden gemaakt in artikel 12, terwijl de verwijzing naar de koninklijke besluiten van 12 augustus 1994 en 9 november 1999 wegvalt.

Artikel 14

Artikel 142, § 2 KB/WIB 92 is nog niet gewijzigd, zodat de woorden « , laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 februari 2010, » geschrapt dienen te worden in artikel 14 van het ontwerp.

Artikel 16

In de Nederlandse tekst van het ontwerp dient het eerste van de woorden die met artikel 16, 1^o, van het ontwerp worden ingevoegd (« van »), te worden weggelaten.

Artikel 20

Artikel 20 van het ontwerp bepaalt dat de aanzegging van het vereenvoudigd beslag onder derden kan geschieden aan de laatst gekende woonplaats ingeval de belastingsschuldige geen gekende woonplaats meer heeft. Het is onduidelijk wat er dient te gebeuren indien de laatst gekende woonplaats niet meer bestaat of indien er niemand meer woont.

La question se pose de savoir pourquoi il n'est pas pris exemple sur la règle de droit commun qui, sous l'angle de la sécurité juridique et du droit de la défense, offre en effet davantage de garanties. L'article 40 du Code judiciaire dispose comme suit :

« A ceux qui n'ont en Belgique ni domicile, ni résidence, ni domicile élu connus, la copie de l'acte est adressée par l'huissier de justice sous pli recommandé à la poste, à leur domicile ou à leur résidence à l'étranger et en outre par avion si le point de destination n'est pas dans un Etat limitrophe, sans préjudice des autres modes de transmission convenus entre la Belgique et le pays de leur domicile ou de leur résidence. La signification est réputée accomplie par la remise de l'acte aux services de la poste contre le récépissé de l'envoi dans les formes prévues au présent article.

A ceux qui n'ont en Belgique ni à l'étranger de domicile, de résidence ou de domicile élu connus, la signification est faite au procureur du Roi dans le ressort duquel siège le juge qui doit connaître ou a connu de la demande; si aucune demande n'est ou n'a été portée devant le juge, la signification est faite au procureur du Roi dans le ressort duquel le requérant a son domicile ou, s'il n'a pas de domicile en Belgique, au procureur du Roi à Bruxelles.

Les significations peuvent toujours être faites à la personne si celle-ci est trouvée en Belgique.

La signification à l'étranger ou au procureur du Roi est non avenue si la partie à la requête de laquelle elle a été accomplie connaissait le domicile ou la résidence ou le domicile élu en Belgique ou, le cas échéant, à l'étranger du signifié. »

Sur ce point, le délégué a réagi comme suit :

« Er kunnen geen bijzondere redenen worden aangehaald om artikel 164, § 1, KB/WIB 92 niet beter te laten aansluiten bij de gemeenrechtelijke procedure als bepaald bij artikel 40, Ger. W., te meer daar de rechtszekerheid voor de belastingschuldige hierdoor beter wordt gewaarborgd. De volgende tekst zou derhalve in de plaats kunnen komen van de tekst van artikel 20, 1°, van het besluit in ontwerp :

1° paragraaf 1, eerste lid, wordt aangevuld met de volgende zin :

Ingeval de belastingschuldige geen gekende woonplaats meer heeft, wordt het beslag geldig aangezegd door toezending van een ter post aangetekende brief aan de procureur des Konings in wiens ambtsgebied deze feitelijke toestand zich voordoet. »

La mention « in wiens ambtsgebied deze feitelijke toestand zich voordoet » (en français : « dans le ressort duquel cette situation de fait se présente ») n'est pas suffisamment claire. On peut éventuellement suivre ici aussi la règle de droit commun en prévoyant que la dénonciation est faite valablement au procureur du Roi de Bruxelles si le contribuable n'a pas de domicile en Belgique.

Article 21

Cet article vise à supprimer les mots « les fonctionnaires de l'administration des contributions directes, de l'administration des douanes et accises, de l'administration du cadastre » à l'article 176 AR/CIR pour éviter tout double emploi avec l'article 340 du CIR 92.

L'article 340 du CIR 92 s'énonce comme suit :

« Pour établir l'existence et le montant de la dette d'impôt, l'administration peut avoir recours à tous les moyens de preuve admis par le droit commun, y compris les procès-verbaux des agents du Service public fédéral Finances, sauf le serment.

Les procès-verbaux ont force probante jusqu'à preuve du contraire. »

Cet article du CIR 92 prévoit quels sont les moyens de preuve admis et établit quelle est la force probante des procès-verbaux dressés par les agents du SPF Finances. La question qui se pose ensuite est de savoir où est précisé quels agents sont habilités à dresser pareils procès-verbaux. Interrogé à ce sujet, le fonctionnaire délégué a répondu que le CIR 92 et l'AR/CIR 92 ne comportaient aucune autre disposition déterminant les agents du SPF Finances qui sont habilités à établir des procès-verbaux. La suppression des mots concernés à l'article 176 de l'AR/CIR 92 crée par conséquent une lacune.

L'article 21 du projet devra dès lors être réexaminé sur ce point.

De vraag rijst waarom niet wordt aangesloten bij de gemeenrechtelijke regeling, die vanuit het oogpunt van de rechtszekerheid en van het recht van verdediging immers meer garanties biedt. Artikel 40 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt :

« Ten aanzien van hen die in België geen gekende woonplaats, verblijfplaats, of gekozen woonplaats hebben, stuurt de gerechtsdeurwaarder bij een ter post aangetekende brief het afschrift van de akte aan hun woonplaats of aan hun verblijfplaats in het buitenland en met de luchtpost indien de plaats van bestemming niet in een aangrenzend land ligt, onverminderd enige andere wijze van toezending overeengekomen tussen België en het land waar zij hun woon- of verblijfplaats hebben. De betekening wordt geacht te zijn verricht door de afgifte van de akte aan de postdienst tegen ontvangstbewijs in de vormen die in dit artikel worden bepaald.

Heeft de betrokkene in België noch in het buitenland een gekende woonplaats, verblijfplaats, noch gekozen woonplaats, dan wordt de betekening gedaan aan de procureur des Konings in wiens rechtsgebied de rechter die van de vordering kennis moet nemen of heeft genomen, zitting houdt; is of wordt er geen vordering voor de rechter gebracht, dan geschiedt de betekening aan de procureur des Konings in wiens rechtsgebied de verzoeker zijn woonplaats heeft of, indien hij geen woonplaats in België heeft, aan de procureur des Konings te Brussel.

De betekeningen mogen altijd aan de persoon worden gedaan, indien deze in België wordt aangetroffen.

De betekening in het buitenland of aan de procureur des Konings is ongedaan indien de partij op wier verzoek ze verricht is, de woonplaats of de verblijfplaats of de gekozen woonplaats van degene aan wie betekend wordt, in België of, in voorkomend geval in het buitenland, kende. »

Op die vraag heeft de gemachtigde als volgt geantwoord :

« Er kunnen geen bijzondere redenen worden aangehaald om artikel 164, § 1, KB/WIB 92 niet beter te laten aansluiten bij de gemeenrechtelijke procedure als bepaald bij artikel 40, Ger. W., te meer daar de rechtszekerheid voor de belastingschuldige hierdoor beter wordt gewaarborgd. De volgende tekst zou derhalve in de plaats kunnen komen van de tekst van artikel 20, 1°, van het besluit in ontwerp :

1° paragraaf 1, eerste lid, wordt aangevuld met de volgende zin :

Ingeval de belastingschuldige geen gekende woonplaats meer heeft, wordt het beslag geldig aangezegd door toezending van een ter post aangetekende brief aan de procureur des Konings in wiens ambtsgebied deze feitelijke toestand zich voordoet. »

De aanduiding « in wiens ambtsgebied deze feitelijke toestand zich voordoet » is onvoldoende duidelijk. Eventueel kan ook hier worden aangesloten bij de gemeenrechtelijke regeling, door de aanzegging geldig te laten gebeuren aan de procureur des Konings te Brussel indien de belastingplichtige geen woonplaats in België heeft.

Artikel 21

Dit artikel strekt ertoe de woorden « de ambtenaren van de administratie der directe belastingen, van de administratie der douane en accijnzen, van de administratie van het kadaster » te schrappen in artikel 176 KB/WIB 92, om dubbel gebruik met artikel 340 WIB 92 te voorkomen.

Artikel 340 WIB 92 luidt :

« Ter bepaling van het bestaan en van het bedrag van de belastingsschuld kan de administratie alle door het gemeen recht toegelaten bewijsmiddelen aanvoeren, met inbegrip van de processen-verbaal opgesteld door de ambtenaren van de Federale Overheidsdienst Financiën, maar met uitzondering van de eed.

De processen-verbaal hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel. »

Dit artikel van het WIB 92 bepaalt welke bewijsmiddelen toegelaten zijn alsook welke de bewijskracht is van de processen-verbaal opgesteld door de ambtenaren van de FOD Financiën. De vraag die dan rijst is waaruit blijkt welke ambtenaren dergelijke processen-verbaal kunnen opstellen. Daarover ondervraagd heeft de gemachtigde geantwoord dat er in het WIB 92, en in het KB/WIB 92 geen andere bepalingen zijn die vaststellen welke ambtenaren van de FOD Financiën processen-verbaal kunnen opstellen. Het schrappen van de betrokken woorden in artikel 176 KB/WIB 92 doet bijgevolg een lacune ontstaan.

Artikel 21 van het ontwerp zal vanuit dit oogpunt moeten worden herbekeken.

Article 25

Il ressort de l'article 25, alinéa 4, du projet que l'article 11 produit ses effets le 1^{er} février 2005.

Invité à fournir des explications à cet égard, le délégué a indiqué ce qui suit :

« De bedoeling van de inwerkingtreding die is opgenomen in het ontwerp van besluit is niet zozeer om een bepaling met terugwerkende kracht in te voeren. Wel is het nodig dat de in dit ontwerp voorgestelde aanpassing aan artikel 118, § 1, 1^o, eerste streepje, KB/WIB 92 betrekking heeft op dezelfde inkomsten als deze die zijn bedoeld door de wijzigingen die de artikelen 14, 2^o, en 19, 5^o en 6^o, van het koninklijk besluit van 20 januari 2005 tot wijziging van het KB/WIB 92 inzake roerende voorheffing op inkomsten betaald of toegekend in uitvoering van zakelijke-zekerheidsvereenkomsten en leningen met betrekking tot financiële instrumenten, hebben aangebracht aan de artikelen 107, § 2, en 117, §§ 6 en 6ter, KB/WIB 92.

Aangezien de huidige formulering in artikel 25, 4e lid, van het ontwerp de indruk kan geven dat er sprake is van terugwerkende kracht, zou de volgende formulering van dat lid een juistere weergave kunnen zijn van de bedoeling van de inwerkingtreding (deze formulering sluit ook beter aan bij de inwerkingtreding vermeld in artikel 21, 7e lid, van het genoemde besluit van 20 januari 2005) :

Artikel 11 is van toepassing op de inkomsten van Belgische obligaties uitgegeven sinds 1 februari 2005 en die het voorwerp hebben uitgemaakt van een inschrijving op naam bij de uitgever.

Het verslag aan de Koning moet dan in de volgende zin worden aangepast (bespreking van artikel 11, 2e lid) :

De voorgestelde inwerkingtreding verwijst naar dezelfde beschikking als die welke is vastgelegd ter gelegenheid van de invoering van paragraaf 6ter van artikel 117, KB/WIB 92, door het koninklijk besluit van 20 januari 2005, zijnde naar de inkomsten van Belgische obligaties uitgegeven sinds 1 februari 2005 en die het voorwerp hebben uitgemaakt van een inschrijving op naam bij de uitgever. »

Ces adaptations au projet peuvent être accueillies.

(1) Arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992.

(2) Code des impôts sur les revenus 1992.

(3) Cet alinéa a été ajouté par l'article 4 de la loi du 13 décembre 2010 modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges et modifiant la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification. Cet article est entré en vigueur le 17 janvier 2011 (voir l'article 57 de la loi du 13 décembre 2010 et l'article 1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal du 10 janvier 2011 fixant la date d'entrée en vigueur de l'article 4 de la loi du 13 décembre 2010 modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges et modifiant la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification, et de l'article 190 de la loi du 29 décembre 2010 portant des dispositions diverses (I)).

La chambre était composée de :

MM. :

M. Van Damme, président de chambre;

J. Baert et W. Van Vaerenbergh, conseillers d'Etat;

M. Tison et L. Denys, assesseurs de la section de législation;

Mme G. Verberckmoes, greffier.

Le rapport a été présenté par M. F. Vanneste, auditeur.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. J. Baert.

Le greffier,

G. Verberckmoes.

Le président,

M. Van Damme

Artikel 25

Uit artikel 25, vierde lid, van het ontwerp blijkt dat aan artikel 11 uitwerking dient te worden gegeven met ingang van 1 februari 2005.

Daarover om uitleg verzocht, heeft de gemachtigde het volgende medegedeeld :

« De bedoeling van de inwerkingtreding die is opgenomen in het ontwerp van besluit is niet zozeer om een bepaling met terugwerkende kracht in te voeren. Wel is het nodig dat de in dit ontwerp voorgestelde aanpassing aan artikel 118, § 1, 1^o, eerste streepje, KB/WIB 92 betrekking heeft op dezelfde inkomsten als deze die zijn bedoeld door de wijzigingen die de artikelen 14, 2^o, en 19, 5^o en 6^o, van het koninklijk besluit van 20 januari 2005 tot wijziging van het KB/WIB 92 inzake roerende voorheffing op inkomsten betaald of toegekend in uitvoering van zakelijke-zekerheidsvereenkomsten en leningen met betrekking tot financiële instrumenten, hebben aangebracht aan de artikelen 107, § 2, en 117, §§ 6 en 6ter, KB/WIB 92.

Aangezien de huidige formulering in artikel 25, 4e lid, van het ontwerp de indruk kan geven dat er sprake is van terugwerkende kracht, zou de volgende formulering van dat lid een juistere weergave kunnen zijn van de bedoeling van de inwerkingtreding (deze formulering sluit ook beter aan bij de inwerkingtreding vermeld in artikel 21, 7e lid, van het genoemde besluit van 20 januari 2005) :

Artikel 11 is van toepassing op de inkomsten van Belgische obligaties uitgegeven sinds 1 februari 2005 en die het voorwerp hebben uitgemaakt van een inschrijving op naam bij de uitgever.

Het verslag aan de Koning moet dan in de volgende zin worden aangepast (bespreking van artikel 11, 2e lid) :

De voorgestelde inwerkingtreding verwijst naar dezelfde beschikking als die welke is vastgelegd ter gelegenheid van de invoering van paragraaf 6ter van artikel 117, KB/WIB 92, door het koninklijk besluit van 20 januari 2005, zijnde naar de inkomsten van Belgische obligaties uitgegeven sinds 1 februari 2005 en die het voorwerp hebben uitgemaakt van een inschrijving op naam bij de uitgever. »

Met die aanpassingen aan het ontwerp kan worden ingestemd.

(1) Koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

(2) Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

(3) Dat lid is toegevoegd bij artikel 4 van de wet van 13 december 2010 tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector en tot wijziging van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatieinstellingen. Dat artikel is in werking getreden op 17 januari 2011 (zie artikel 57 van de wet van 13 december 2010 en artikel 1, 1^o, van het koninklijk besluit van 10 januari 2011 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van artikel 4 van de wet van 13 december 2010 tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector en tot wijziging van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatieinstellingen, en van artikel 190 van de wet van 29 december 2010 houdende diverse bepalingen (I)).

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

M. Van Damme, kamervoorzitter;

J. Baert en W. Van Vaerenbergh, staatsraden;

M. Tison en L. Denys, assessoren van de afdeling Wetgeving;

Mevr. G. Verberckmoes, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer F. Vanneste, auditeur.

(...)

De griffier,

G. Verberckmoes.

De voorzitter,

M. Van Damme.

5 DECEMBRE 2011. — Arrêté royal portant des dispositions diverses modifiant l'AR/CIR 92 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108;

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992, les articles :

- 67, § 5, remplacé par la loi-programme (I) du 27 décembre 2006;
- 77, modifié en dernier lieu par la loi du 25 avril 2007;
- 145²⁴, § 1^{er}, alinéa 7, modifié en dernier lieu par la loi-programme du 23 décembre 2009;
- 250;
- 261, alinéa 3, inséré par la loi du 15 décembre 2004;
- 266, alinéa 1^{er}, modifié par la loi du 4 avril 1995 et par l'arrêté royal du 7 décembre 2007;
- 275⁴, § 2, inséré par la loi du 23 décembre 2005;
- 300, § 1^{er};
- 360, alinéa 2;
- 394, § 4, inséré par la loi du 4 mai 1999 et modifié par la loi du 10 août 2001;

Vu l'AR/CIR 92;

Vu l'avis de l'Inspectrice des Finances, donné le 14 septembre 2011;

Vu l'accord de Notre Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 13 octobre 2011;

Vu l'avis n° 50.465/1 du Conseil d'Etat, donné le 3 novembre 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'intitulé de la section XV du chapitre 1^{er} de l'AR/CIR 92, les mots " au potentiel technologique," sont abrogés.

Art. 2. L'article 45, § 1^{er}, du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 9 juin 1999 et modifié par l'arrêté royal du 12 mars 2007, est abrogé.

Art. 3. Dans l'article 48, § 4, 5°, du même arrêté, les mots "l'Exécutif régional" sont remplacés par les mots "le Gouvernement régional".

Art. 4. Dans l'article 49, § 1^{er} et § 2, alinéa 1^{er}, deuxième tiret, du même arrêté, modifiés par les arrêtés royaux des 21 septembre 2000 et 12 mai 2003, les mots "de l'Exécutif" et "à l'Exécutif" sont remplacés respectivement par les mots "du Gouvernement" et "au Gouvernement".

Art. 5. Dans l'article 73⁷ du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 29 novembre 2000 et modifié par l'arrêté royal du 30 juillet 2010, les mots "du présent arrêté" sont remplacés par les mots "de la présente section".

Art. 6. A l'article 95², § 3, c, 6°, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 22 août 2006 et modifié par l'arrêté royal du 31 juillet 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la phrase liminaire du texte néerlandais, les mots "aan mekaar" sont abrogés;

2° dans le premier tiret, les mots "l'article 275⁴, alinéa 3" sont remplacés par les mots "l'article 275⁴, § 1^{er}, alinéa 3";

3° dans le deuxième tiret, les mots "l'article 275⁴, alinéa 5" sont remplacés par les mots "l'article 275⁴, § 1^{er}, alinéa 5"; et dans le texte néerlandais, le mot "moet" est inséré entre les mots "van hetzelfde Wetboek," et "uitsluitend".

Art. 7. Dans l'article 106, § 4, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 février 2010, les mots ", un fonds de placement visé au § 3" sont abrogés.

Art. 8. L'article 110, 6°, du même arrêté, est abrogé.

Art. 9. Dans l'article 117, § 2, c, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 20 janvier 2005, les mots ", un fonds de placement visé à l'article 106, § 3" sont abrogés.

5 DECEMBER 2011. — Koninklijk besluit houdende diverse bepalingen tot wijziging van het KB/WIB 92 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, de artikelen :

- 67, § 5, vervangen door de programmawet (I) van 27 december 2006;
- 77, laatst gewijzigd bij de wet van 25 april 2007;
- 145²⁴, § 1, zevende lid, laatst gewijzigd bij de programmawet van 23 december 2009;
- 250;
- 261, derde lid, ingevoegd bij de wet van 15 december 2004;
- 266, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 4 april 1995 en bij het koninklijk besluit van 7 december 2007;
- 275⁴, § 2, ingevoegd bij de wet van 23 december 2005;
- 300, § 1;
- 360, tweede lid;
- 394, § 4, ingevoegd bij de wet van 4 mei 1999 en gewijzigd bij de wet van 10 augustus 2001;

Gelet op het KB/WIB 92;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën gegeven op 14 september 2011;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 13 oktober 2011;

Gelet op advies nr. 50.465/1 van de Raad van State, gegeven op 3 november 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het opschrift van de afdeling XV van het hoofdstuk I van het KB/WIB 92, worden de woorden "technologisch potentieel," opgeheven.

Art. 2. Artikel 45, § 1, van hetzelfde besluit, vervangen bij koninklijk besluit van 9 juni 1999 en gewijzigd bij koninklijk besluit van 12 maart 2007, wordt opgeheven.

Art. 3. In artikel 48, § 4, 5°, van hetzelfde besluit, wordt het woord "Gewestexecutieve" vervangen door het woord "Gewestregering".

Art. 4. In artikel 49, § 1 en § 2, eerste lid, tweede streepje, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 september 2000 en 12 mei 2003, wordt het woord "Executieve" vervangen door het woord "Regering".

Art. 5. In artikel 73⁷ van hetzelfde besluit, ingevoegd bij koninklijk besluit van 29 november 2000 en gewijzigd bij koninklijk besluit van 30 juli 2010, worden de woorden "van dit besluit" vervangen door de woorden "van deze afdeling".

Art. 6. In artikel 95², § 3, c, 6°, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij koninklijk besluit van 22 augustus 2006 en gewijzigd bij koninklijk besluit van 31 juli 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende zin worden de woorden "aan mekaar" opgeheven;

2° in het eerste streepje worden de woorden "artikel 275⁴, derde lid" vervangen door de woorden "artikel 275⁴, § 1, derde lid";

3° in het tweede streepje worden de woorden "artikel 275⁴, vijfde lid" vervangen door de woorden "artikel 275⁴, § 1, vijfde lid" en wordt het woord "moet" ingevoegd tussen de woorden "van hetzelfde Wetboek," en "uitsluitend".

Art. 7. In artikel 106, § 4, van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij koninklijk besluit van 22 februari 2010, worden de woorden ", een beleggingsfonds is bedoeld in § 3" opgeheven.

Art. 8. Artikel 110, 6°, van hetzelfde besluit, wordt opgeheven.

Art. 9. In artikel 117, § 2, c, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij koninklijk besluit van 20 januari 2005, worden de woorden ", een beleggingsfonds is bedoeld in artikel 106, § 3" opgeheven.

Art. 10. Dans l'article 118, § 1^{er}, 1^o, premier tiret, les mots "§ 6;" sont remplacés par les mots "§ 6 ou § 6ter;".

Art. 11. Dans l'article 139, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 1^{er} février 2010, les mots "compte courant postal" sont remplacés par les mots "compte postal".

Art. 12. Dans l'article 142, § 2, du même arrêté, les mots "article 139, § 1^{er}, alinéa 2" sont remplacés par les mots "article 139, § 1^{er}, alinéa 3".

Art. 13. L'intitulé de la section IIIbis du chapitre III du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 22 décembre 2010, est complété comme suit :

« (Code des impôts sur les revenus 1992, article 394, § 4)".

Art. 14. A l'article 144/2, 1^o, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 22 décembre 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au deuxième tiret, les mots ", du prélèvement pour l'Etat de résidence visé à l'article 2, § 1^{er}, 10^o, du même Code" sont insérés entre les mots "et dans les lois spéciales" et les mots "et des réductions d'impôt";

2^o le troisième tiret est complété par les mots "calculée conformément au 3^o";

3^o au cinquième tiret le mot "3^o" est remplacé par le mot "4^o".

Art. 15. A l'article 144/5 du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 22 décembre 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le texte néerlandais de l'alinéa 1^{er}, le mot "evenals" est remplacé par le mot "noch";

2^o dans l'alinéa 2, 2^o, le mot "cotisation" est remplacé par le mot "imposition".

Art. 16. A l'article 144/6 du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 22 décembre 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le texte néerlandais du paragraphe 1^{er}, 3^o, le mot "genoten" est remplacé par le mot "verkregen";

2^o dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1^o, les mots ", prélèvement pour l'Etat de résidence" sont insérés entre les mots "ses versements anticipés" et les mots "et précomptes remboursables";

3^o dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots "attribuée à" sont remplacés par les mots "imputée sur".

Art. 17. L'article 145 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 3 mai 1999, est abrogé.

Art. 18. A l'article 164 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 18 mars 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est complété par la phrase suivante :

« Lorsque le redevable n'a plus de domicile connu, la dénonciation de la saisie est faite par pli recommandé à la poste au procureur du Roi à Bruxelles. »;

2^o le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Les frais des plis recommandés à la poste visés aux paragraphes 1^{er} et 3 sont à charge du redevable. »;

3^o l'article est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Le redevable est avisé de la destination des paiements et du solde après paiements. ».

Art. 19. - Dans l'article 203, § 2, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 22 décembre 2010, les mots "que si la personne" sont chaque fois remplacés par les mots "si la personne".

Art. 20. Dans la mesure 1, B, alinéa 1^{er}, de l'annexe IIbis, du même arrêté, insérée par l'arrêté royal du 20 décembre 2002, les mots "article 63¹¹, § 1^{er}, 1^o, alinéa 2, AR/CIR 92" sont remplacés par les mots "article 63¹¹, § 1^{er}, A, 2^o, AR/CIR 92".

Art. 10. In artikel 118, § 1, 1^o, eerste streepje, van hetzelfde besluit, worden de woorden "§ 6," vervangen door de woorden "§ 6 of § 6ter,".

Art. 11. In artikel 139, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij koninklijk besluit van 1 februari 2010, wordt het woord "postrekening-courant" vervangen door het woord "postrekening".

Art. 12. In artikel 142, § 2, van hetzelfde besluit, worden de woorden "artikel 139, § 1, tweede lid" vervangen door de woorden "artikel 139, § 1, derde lid".

Art. 13. Het opschrift van de afdeling IIIbis van hoofdstuk III van hetzelfde besluit, ingevoegd bij koninklijk besluit van 22 december 2010, wordt aangevuld als volgt :

« (Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, artikel 394, § 4)".

Art. 14. In artikel 144/2, 1^o, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij koninklijk besluit van 22 december 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in de bepaling onder het tweede streepje worden de woorden ", de woonstaathelling bedoeld in artikel 2, § 1, 10^o, van hetzelfde Wetboek" ingevoegd tussen de woorden "en in de bijzondere wetten" en de woorden "en de belastingverminderingen";

2^o de bepaling onder het derde streepje wordt aangevuld met de woorden "berekend overeenkomstig de bepaling onder 3^o";

3^o in de bepaling onder het vijfde streepje wordt het woord "3^o" vervangen door het woord "4^o".

Art. 15. In artikel 144/5 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij koninklijk besluit van 22 december 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid wordt het woord "evenals" vervangen door het woord "noch";

2^o in de Franse tekst van het tweede lid, 2^o, wordt het woord "cotisation" vervangen door het woord "imposition".

Art. 16. In artikel 144/6 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij koninklijk besluit van 22 december 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in paragraaf 1, 3^o, wordt het woord "genoten" vervangen door het woord "verkregen";

2^o in paragraaf 2, eerste lid, 1^o, worden de woorden ", woonstaathelling" ingevoegd tussen de woorden "zijn voorafbetalingen" en de woorden "en terug te betalen voorheffingen";

3^o in de Franse tekst van paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "attribuée à" vervangen door de woorden "imputée sur".

Art. 17. Artikel 145 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 3 mei 1999, wordt opgeheven.

Art. 18. In artikel 164 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij koninklijk besluit van 18 maart 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o paragraaf 1, eerste lid, wordt aangevuld met de volgende zin :

« Indien de belastingschuldige geen gekende woonplaats meer heeft, geschiedt de aanzegging van het beslag bij een ter post aangetekende brief aan de procureur des Konings te Brussel. »;

2^o paragraaf 4 wordt vervangen als volgt :

« § 4. De kosten voor de ter post aangetekende brieven beoogd in de paragrafen 1 en 3 zijn ten laste van de belastingschuldige. »;

3^o het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidende :

« § 5. De belastingschuldige wordt op de hoogte gebracht van de bestemming van de betalingen en van het saldo na de betalingen. » .

Art. 19. - In de Franstalige tekst van artikel 203, § 2, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij koninklijk besluit van 22 december 2010, worden de woorden "que si la personne" telkens vervangen door de woorden "si la personne".

Art. 20. In maatregel 1, B, eerste lid, van de bijlage IIbis, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij koninklijk besluit van 20 december 2002, worden de woorden "artikel 63¹¹, § 1, 1^o, tweede lid, KB/WIB 92" vervangen door de woorden "artikel 63¹¹, § 1, A, 2^o, KB/WIB 92".

Art. 21. Les articles 1^{er} et 2 produisent leurs effets à partir de l'exercice d'imposition 2009.

Les articles 7 et 9 produisent leurs effets le 1^{er} mars 2010.

L'article 8 produit ses effets le 1^{er} janvier 2011.

L'article 10 est applicable aux revenus d'obligations belges émises à partir du 1^{er} février 2005 et qui ont fait l'objet d'une inscription nominative chez l'émetteur.

Art. 22. Notre Ministre qui a les Finances dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 décembre 2011.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
D. REYNDERS

—————
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Code des impôts sur les revenus 1992, coordonné par arrêté royal du 10 avril 1992, *Moniteur belge* du 30 juillet 1992.

Loi du 4 avril 1995, *Moniteur belge* du 23 mai 1995, err. du 1^{er} juillet 1995

Loi du 4 mai 1999, *Moniteur belge* du 12 juin 1999.

Loi du 10 août 2001, *Moniteur belge* du 20 septembre 2001, éd. 1.

Loi du 15 décembre 2004, *Moniteur belge* du 1^{er} février 2005, éd. 2.

Loi du 23 décembre 2005, *Moniteur belge* du 30 décembre 2005, éd. 2.

Loi-programme (I) du 27 décembre 2006, *Moniteur belge* du 28 décembre 2006, éd. 3.

Loi du 25 avril 2007, *Moniteur belge* du 10 mai 2007, éd. 1.

Arrêté royal du 7 décembre 2007, *Moniteur belge* du 12 décembre 2007, éd. 2, err. du 11 avril 2008.

Loi-programme du 23 décembre 2009, *Moniteur belge* du 30 décembre 2009, err. du 25 juin 2010, éd. 2.

Arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992, *Moniteur belge* du 13 septembre 1993.

Arrêté royal du 3 mai 1999, *Moniteur belge* du 4 juin 1999.

Arrêté royal du 9 juin 1999, *Moniteur belge* du 8 juillet 1999, éd. 1.

Arrêté royal du 21 septembre 2000, *Moniteur belge* du 17 octobre 2000.

Arrêté royal du 29 novembre 2000, *Moniteur belge* du 23 décembre 2000, éd. 2.

Arrêté royal du 12 mai 2003, *Moniteur belge* du 20 juin 2003, éd. 1.

Arrêté royal du 20 janvier 2005, *Moniteur belge* du 1^{er} février 2005, éd. 2.

Arrêté royal du 22 août 2006, *Moniteur belge* du 28 août 2006, éd. 1.

Arrêté royal du 12 mars 2007, *Moniteur belge* du 20 mars 2007, éd. 2.

Arrêté royal du 31 juillet 2009, *Moniteur belge* du 7 août 2009.

Arrêté royal du 1^{er} février 2010, *Moniteur belge* du 12 février 2010, éd. 2.

Arrêté royal du 22 février 2010, *Moniteur belge* du 1^{er} mars 2010.

Arrêté royal du 30 juillet 2010, *Moniteur belge* du 16 août 2010.

Arrêté royal du 22 décembre 2010, *Moniteur belge* du 7 janvier 2011.

Lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, *Moniteur belge* du 21 mars 1973.

Art. 21. De artikelen 1 en 2 hebben uitwerking met ingang vanaf aanslagjaar 2009.

De artikelen 7 en 9 hebben uitwerking met ingang van 1 maart 2010.

Artikel 8 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2011.

Artikel 10 is van toepassing op de inkomsten van Belgische obligaties uitgegeven sinds 1 februari 2005 en die het voorwerp hebben uitgaande van een inschrijving op naam bij de uitgever.

Art. 22. Onze Minister die bevoegd is voor Financiën, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 december 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
D. REYNDERS

—————
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 10 april 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juli 1992.

Wet van 4 april 1995, *Belgisch Staatsblad* van 23 mei 1995, err. van 1 juli 1995.

Wet van 4 mei 1999, *Belgisch Staatsblad* van 12 juni 1999.

Wet van 10 augustus 2001, *Belgisch Staatsblad* van 20 september 2001, ed. 1.

Wet van 15 december 2004, *Belgisch Staatsblad* van 1 februari 2005, ed. 2.

Wet van 23 december 2005, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 2005, ed. 2.

Programmawet (I) van 27 december 2006, *Belgisch Staatsblad* van 28 december 2006, ed. 3.

Wet van 25 april 2007, *Belgisch Staatsblad* van 10 mei 2007, ed. 1.

Koninklijk besluit van 7 december 2007, *Belgisch Staatsblad* van 12 december 2007, ed. 2, err. van 11 april 2008.

Programmawet van 23 december 2009, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 2009, err. van 25 juni 2010, ed. 2.

Koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, *Belgisch Staatsblad* van 13 september 1993.

Koninklijk besluit van 3 mei 1999, *Belgisch Staatsblad* van 4 juni 1999.

Koninklijk besluit van 9 juni 1999, *Belgisch Staatsblad* van 8 juli 1999, ed. 1.

Koninklijk besluit van 21 september 2000, *Belgisch Staatsblad* van 17 oktober 2000.

Koninklijk besluit van 29 november 2000, *Belgisch Staatsblad* van 23 december 2000, ed. 2.

Koninklijk besluit van 12 mei 2003, *Belgisch Staatsblad* van 20 juni 2003, ed. 1.

Koninklijk besluit van 20 januari 2005, *Belgisch Staatsblad* van 1 februari 2005, ed. 2.

Koninklijk besluit van 22 augustus 2006, *Belgisch Staatsblad* van 28 augustus 2006, ed. 1.

Koninklijk besluit van 12 maart 2007, *Belgisch Staatsblad* van 20 maart 2007, ed. 2.

Koninklijk besluit van 31 juli 2009, *Belgisch Staatsblad* van 7 augustus 2009.

Koninklijk besluit van 1 februari 2010, *Belgisch Staatsblad* van 12 februari 2010, ed. 2.

Koninklijk besluit van 22 februari 2010, *Belgisch Staatsblad* van 1 maart 2010.

Koninklijk besluit van 30 juli 2010, *Belgisch Staatsblad* van 16 augustus 2010.

Koninklijk besluit van 22 december 2010, *Belgisch Staatsblad* van 7 januari 2011.

Wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 21 januari 1973, *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 1973.